****

**MONDE**

**Le vertige autocratique d’Erdogan**

20 juin 2013 à 19:06

La nuit du 15 juin 2013 restera dans l’histoire de la Turquie comme le moment d’un basculement tragique,

quand les forces de police ont fait preuve d’une violence déchaînée contre les nombreux manifestants pacifiques

d’Istanbul.

Aux scènes désormais habituelles de nuages de gaz lacrymogènes, de centaines de blessés et de nombreuses

arrestations, s’ajoutent maintenant des violations des droits de l’homme qui ne seraient pas tolérées en état de

guerre : le bombardement de gaz dans des espaces fermés, jusque dans les appartements privés et les hôtels

touristiques, des hôpitaux pris d’assaut, des centres médicaux mobiles attaqués, des blessés et des médecins

arrêtés, des journalistes harcelés, de nombreux cas de brûlures de peau signalés à la suite de l’emploi de

substances chimiques dans des canons à eau.

En plus de cette violence d’Etat, massive et systématique, les manifestations pacifiques sont sous la menace des

partisans de l’AKP, le parti au pouvoir, prêts au combat de rue, instaurant une ambiance de guerre civile dans

les quartiers les plus centraux d’Istanbul. Pourtant, depuis plus de vingt jours, le parc Gezi témoignait d’une

expérience singulière de démocratie, où la société civile était présente dans toute sa variété : ainsi, les

organisations d’architectes et d’urbanistes qui s’opposaient dès le début à la politique urbaine dévastatrice du

Premier ministre Erdogan et du maire d’Istanbul ont côtoyé les associations d’étudiants ou de féministes, tout

comme les habitants mêmes des quartiers populaires menacés de destruction. Il est faux d’affirmer, comme le

font certains correspondants de presse, que cette multitude inouïe et populaire ne serait qu’une réaction

kémaliste et nationaliste, même si celle-ci a été rejointe par de nombreux groupes d’opposition.

Au lieu d’écouter les citoyens protestant avant tout contre sa manière de plus en plus autoritaire de gouverner,

demandant tout simplement de participer aux décisions concernant leur espace et mode de vie, Erdogan a

choisi dès le début de les mépriser et de leur forcer la main. Alors que, depuis son dernier mandat, l’AKP ne

cesse d’attaquer le champ des libertés individuelles et sociales, le Premier ministre préfère la provocation, en

qualifiant les manifestants de voyous, d’ivrognes et de terroristes. Or, la société civile manifeste depuis des

semaines son indignation envers les violations répétitives de ses droits : le parc Gezi ne fut qu’une étincelle,

tant les citoyens de Turquie se sentent ignorés, méprisés et attaqués par le pouvoir actuel, le Premier ministre

en tête. La place Taksim interdite aux manifestations politiques et surtout à la célébration du 1er Mai sous

prétexte de travaux, les arrestations massives visant à criminaliser toute sorte d’opposition, les massacres

d’Uludere et de Reyhanli aucunement élucidés, les principaux droits civiques remis en question (dont le droit à

l’avortement), les atteintes multiples à l’environnement, à la culture et à la pluralité des modes de vie avaient

déjà créé une atmosphère d’indignation légitime.

Refusant un tel climat de répression, les citoyens de la Turquie sont sortis massivement dans la rue et ont

affronté sans armes les blindés de la police. Comment qualifier un gouvernement qui a tiré plus de 150

000 grenades de gaz en deux semaines sur ses propres citoyens, blessant plus de 5 000 d’entre eux et en tuant

au moins trois, déclarant désormais que tout manifestant allant sur la place Taksim sera tenu pour un terroriste

- comme l’a annoncé Egemen Bagis, ministre des Affaires européennes ? Que dire du nouveau projet de loi

proposant d’étendre le champ d’action des services secrets qui seraient autorisés à procéder à des arrestations

sans l’aval du juge, alors que ce même gouvernement se vantait d’avoir ôté à l’armée ses privilèges sécuritaires ?

Comment continuer à prendre comme partenaire légitime un gouvernement qui déclare ouvertement qu’il ne

reconnaît plus les décisions du Parlement européen et qui ne respecte plus les traités internationaux qu’il a

signés ?

De quelle démocratie parle-t-on dans un pays où les médias sont contraints au silence ; les journalistes tout

simplement chassés de leur poste, ou s’infligeant une autocensure de peur de l’être, et les Turcs obligés de

regarder les chaînes internationales pour suivre les événements qui se déroulent dans leur propre pays ? Dans

quel Etat de droit les forces de police arrêtentelles les avocats contestataires à l’intérieur même du palais de

justice et mettent en garde à vue des médecins parce qu’ils ont secouru dans l’urgence hommes et femmes

blessés dans les affrontements avec la police ? De quelle légitimité ce gouvernement peut-il encore se prévaloir,

lorsqu’il empêche de force, le dimanche 16 juin, le rassemblement des manifestants à Taksim, tandis que la

mairie d’Istanbul mobilise ses moyens de transport pour amener gratuitement les partisans de l’AKP au

meeting de leur chef ?

Face à la paranoïa d’Erdogan qui voit des espions étrangers et des complots internationaux partout où son

peuple défend pacifiquement ses droits (les vendeurs de bière, les étudiants Erasmus, la *«finance*

*internationale»,* le *«lobby juif»* et les médias occidentaux qui diffusent librement les informations concernant

la violence policière seraient responsables d’organiser les manifestations de centaines de milliers de

personnes), la communauté internationale doit agir sans tarder. Le gouvernement d’Erdogan perd de sa

légitimité à chaque manifestation de la violence policière, à chaque violation des conventions ou des traités

internationaux. Tous les amis de la Turquie libre et démocratique doivent agir aux côtés de la société civile de

ce pays pour que le vertige autocratique d’Erdogan n’engendre pas une dictature de plus au Moyen-Orient.

Deniz Akagul Maître de conférences à l’université de Lille, Salih Akın Maître de conférences à l’université de

Rouen, Samim Akgönül Maître de conférences à l’université de Strasbourg, Marc Aymes Chargé de recherches

au CNRS, Isabelle Backouche Maître de conférences à l’EHESS, Faruk Bilici Professeur à l’Inalco, Hamit

Bozarslan Directeur d’études à l’EHESS, Dominique Colas Professeur à l’IEP de Paris, Etienne Copeaux

Historien de Turquie, Pierre Dardot Philosophe, Yves Déloye Professeur à l’université Paris-I, Vincent Duclert

Chercheur à l’EHESS (Cespra), François Georgeon Directeur de recherches au CNRS, Béatrice Giblin

Professeure à l’université Paris-VIII, Diana Gonzalez Enseignante à Sciences-Po Paris, Ragip Ege Professeur à

l’université de Strasbourg, Jean-Louis Fabiani Directeur d’études à l’EHESS, Dalita Hacyan Maître de

conférences à l’université de Paris-I, Yasemin Inceoglu Professeure à l’université de Galatasaray, Christian

Laval Professeur à l’université Paris-Ouest-Nanterre, Monique de Saint-Martin Directrice d’études à l’EHESS,

Emine Sarikartal Editrice, Nora Seni Professeure à l’université Paris-VIII, Hélène Piralian Psychanalyste,

Alican Tayla Chercheur à l’Iris, Ferhat Taylan Directeur de programme au CIPH, Sezin Topçu Chargée de

recherches au CNRS, Murat Yildizoglu Professeur à l’université de Bordeaux. Lire aussi sur le site :

http://www.gitfrance.fr/